

Fin du 14ème sommet de la Francophonie à Kinshasa

@rib News, 14/10/2012 â€“ Source AFPLa Francophonie a demandé dimanche « des sanctions ciblées » contre les auteurs de violences dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), en clôture de son 14ème sommet à Kinshasa et annoncé que ses dirigeants se retrouveraient au Sénégal en 2014. Le sommet a également marqué un désaccord public sur les droits de l'Homme en RDC entre la France et le président Joseph Kabila, qui a profité de la conférence de presse finale pour défendre son bilan. Il a aussi donné tous les rendez-vous à Dakar », le Sénat africain a profité au Vietnam pour accueillir le 15ème sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Les dirigeants francophones ont adopté plusieurs résolutions, notamment sur la crise au Mali et la RDC : ils ont appelé le Conseil de sécurité des Nations unies à adopter des sanctions ciblées contre tous les responsables des exactions commises dans l'est de la RDC. Selon une source française, la résolution a fait l'objet de deux réserves de la part du Rwanda. Kigali refuserait un appel à des sanctions ciblées contre les responsables des exactions commises dans l'est. Le Rwanda rejeterait également l'appel de la Francophonie à poursuivre en justice les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité dans le pays, tel le chef rebelle Bosco Ntaganda, recherché depuis 2006 par la Cour pénale internationale (CPI). Chaque mot de la résolution consacré au conflit au Nord-Kivu a pesé, alors qu'un groupe d'experts de l'ONU a récemment mis en cause le soutien du Rwanda aux rebelles dans l'est. Ce que Kigali dément. En marge du sommet, les dirigeants de la RDC et du Rwanda ont multiplié les rencontres bilatérales pour en négocier la teneur, sans parvenir à un accord. Le véritable enjeu de ce sommet, c'était qu'il se soit tenu, ici, en RDC en dépit de toutes les difficultés d'un des pays les plus pauvres du monde et du conflit à sa frontière de l'Est, commente une source politique au sein de l'OIF. Il s'agissait aussi de voir jusqu'où on pouvait aller, face au régime de Joseph Kabila, pour que ce sommet serve de levier à des réformes et à la promotion des droits de l'homme », ajoute cette source. Une démocratie "insuffisante" Le président français François Hollande a eu samedi à Kinshasa un entretien qualifié de « franc et direct » avec M. Kabila. Il a multiplié ces jours-ci les déclarations sur l'insuffisance de démocratie dans le pays, après les nombreuses fraudes constatées aux élections de 2011. Le président congolais a répondu dimanche après-midi en affirmant que son pays n'était pas du tout complexe par son niveau de démocratie alors que M. Hollande l'avait jugé « tout fait inacceptable ». « La République démocratique du Congo, notre pays fier de la démocratie exercée dans ce pays. La RDC n'est pas du tout complexe par le niveau de démocratie, de liberté de la situation des droits de l'Homme », a dit M. Kabila. M. Hollande s'est aussi affichée avec des représentants de la société civile et le principal opposant, Etienne Tshisekedi. Appel à la négociation au Mali Quant à la situation au nord du Mali, contraindre depuis six mois par les islamistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et d'autres groupes armés, elle avait été exposée samedi huis clos par le président burkinabè Blaise Compaoré. Sur le Mali, la Francophonie a salué l'adoption vendredi par l'ONU d'une résolution prévoyant le déploiement d'une force internationale, donnant 45 jours aux pays ouest-africains pour préciser leurs plans. Elle a aussi appelé à la négociation avec toutes les parties maliennes à l'exclusion des mouvements terroristes qui occupent le Nord du pays, tout en demandant à l'Union africaine et à l'ONU de répondre favorablement à la demande de Bamako pour une intervention. Dimanche, la Francophonie a adopté en fin de matinée sa déclaration de Kinshasa résumant, en une multitude de points, les engagements des 56 pays membres et 20 observateurs. Des résolutions - non contraignantes - ont été adoptées sur les crises à Madagascar et en Guinée-Bissau, la bonne gouvernance dans les industries extractives et forestières ainsi que le renforcement de la lutte contre la piraterie maritime dans le golfe de Guinée. Les dirigeants africains ont enfin une nouvelle fois réclamé l'indispensable réforme du Conseil de sécurité afin d'y donner aux pays africains leur place.